

# SALAIRES

Depuis le début de l'année, les luttes pour des augmentations de salaire n'ont pas cessé en France, mettant en évidence l'insupportable réalité de cet impérialisme : les profits capitalistes se nourrissent de l'exploitation des travailleurs, de plus en plus réduits à la misère. A Total (8 milliards de profits en 2009), à ExxonMobil (10 Mds), ou à Ikea (2,3 Mds), les grévistes se sont battus pour exiger la fin du blocage des salaires subi depuis plusieurs années. De telles luttes sont appelées à se généraliser et à s'amplifier, tant s'accroît le fossé entre privilégiés de la fortune et masse des salariés paupérisés. Les chiffres de l'INSEE parlent d'eux-mêmes, révélant le degré d'inégalité et d'injustice atteint par ce régime : entre 2004 et 2008, les revenus du capital ont augmenté de 50% ; 1% des contribuables, considérés comme les « plus hauts revenus », ont déclaré une hausse de 9% de leurs revenus, tandis que 90% des contribuables, déclarant moins de 35 000 euros par an, ont vu leurs revenus baisser de 1%. La baisse générale des salaires est donc bien réelle, et se trouve aggravée par la politique fiscale du gouvernement Sarkozy, qui transfère sur les impôts des travailleurs les cadeaux faits aux entreprises (la suppres-

sion de la taxe professionnelle coûtera aux contribuables 9 milliards d'euros chaque année !). Le nombre de travailleurs touchés par la pauvreté ne cesse de croître : plus de la moitié d'entre eux (environ 17 millions) ont moins de 300 euros chaque mois pour faire face aux dépenses courantes, une fois payées les factures obligatoires. Rappelons que, dans notre système capitaliste, tout travailleur exploité subit une double spoliation : celle du revenu de son travail (3 heures effectivement payées sur 8 travaillées), et celle des ponctions sur son salaire non proportionnelles aux revenus (impôts indirects, TVA, privatisation des services publics notamment).

L'URCF soutient donc toutes les revendications de classe en faveur de la défense des salaires et les inscrit dans la lutte générale indispensable contre le capitalisme et son pouvoir politique : **Hausse de 300 euros pour tous ! SMIC à 1650 euros ! Salaires contre profits : tapons aux coffres-forts du Capital !**

# RETRAITES

Le 12 avril, s'est ouvert un énième « sommet social » en vue d'une énième « réforme » des retraites que le gouvernement Sarkozy/Fillon devrait faire voter par ses députés en septembre 2010. Comme celles de 1993 (Balladur), de 2003 et 2008 (Fillon), les mesures préconisées s'inscrivent dans le droit fil des directives de l'UE sur l'allongement du temps de travail et de carrière : départ à 65 ans, ouverture de tous les droits à 70 ans, 45 ans de durée cotisations, système individuel (« par points ») remplaçant le système solidaire par répartition. Ces exigences sont d'abord celles du capital qui, via le pouvoir en place, cherche à réaliser le profit maximum, en allégeant ses « charges » de cotisations-retraites sur le dos des seuls travailleurs. On sait quel a été le résultat des premières contre-réformes : une paupérisation croissante des retraités (sur 14 millions de retraités, 4 millions touchent le minimum contributif, soit 579 euros ; 5 millions vivent avec moins de 1000 euros...), et le mensonge avéré du « travailler plus longtemps » comme solution (en France, seuls 37% des salariés de plus de 55 ans ont un emploi). Au 21<sup>ème</sup>

siècle, le capital ne veut plus payer des retraites durant 20 ans ou plus ; il préconise l'allongement de la durée de carrière, pour mieux réaliser la baisse réelle des pensions. Sarkozy, c'est en permanence le pillage dans les poches des salariés pour transférer l'argent dans le portefeuille des banquiers et monopolistes. En 20 ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 68% à 55%, soit 230 milliards d'euros volés au travail ! L'Etat capitaliste a détourné 20 milliards de taxes de Sécurité sociale pour financer les entreprises, les banques. Sous la présidence Sarkozy, les impôts des sociétés sont passés de 34,4% à 8% ; en 2009, les profits des monopoles du CAC 40 se montent à 67 milliards, les fonds spéculatifs ont progressé de 19%. L'argent existe pour sauver les retraites, taxer le capital et ses profits. Ce n'est pas à Matignon, dans les pseudo concertations, mais bien dans la grève générale interprofessionnelle et intergénérationnelle, que nous obtiendrons satisfaction !

**Retraite à 55 et 60 ans, avec 37,5 annuités pour tous ! Taux de 75% des salaires des 10 meilleures années et pension minimale à 1500 euros ! Hausse immédiate des pensions de 300 euros !**

# EMPLOI

La situation de l'emploi est catastrophique : 800 000 emplois supprimés en 2009, chômage de masse avec 4.1 millions de privés d'emploi (chiffre officiel). Quelle est la famille populaire qui ne connaît pas le chômage alors que, sous le capitalisme, la classe ouvrière n'a que la vente de sa force de travail pour vivre ? La précarité est généralisée. Un jeune sur deux est soit au chômage soit en CDD. Seuls 37% des séniors ont un emploi car ces travailleurs sont « trop chers » pour le Capital. 60% des nouveaux emplois créés sont des CDD ou des temps partiels ! Pour continuer à empêcher le profit maximum, comme c'est la loi sous le capitalisme-impérialisme, les monopoles français ont pour stratégie le pillage des pays dominés et l'exportation de capitaux : délocaliser pour fermer l'entreprise en France et fabriquer là où la main d'œuvre s'achète à bas prix ou pour spéculer ; tel est le vrai visage du capitalisme ! Ainsi la France est-elle montée au 3<sup>ème</sup> rang mondial pour le niveau de ses investissements directs étrangers (IDE). La bourgeoisie française et l'oligarchie financière à sa tête sont bien les responsables de la ruine du pays, leurs colossales fortunes se construisent sur les souffrances des peuples-travailleurs, sur notre dos ! Le mot d'ordre immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles casseurs d'emploi, lancé par l'URCF, doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité ; forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications !

# SERVICES PUBLICS

Dans les services publics, sous le règne sarkozyste, les attaques de l'Etat bourgeois redoublent par la liquidation des emplois et la non-satisfaction des besoins, y compris contre des services vitaux, comme la santé, la poste, les transports, l'énergie ou l'éducation. Dans ces trois secteurs, la « Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) », lancée par Sarkozy en juillet 2007, prévoit la suppression de 160 000 emplois publics dans les 3 ans à venir. Ces mesures s'inscrivent dans le droit fil des directives de l'Union Européenne, qui mettent en œuvre la « Stratégie de Lisbonne » approuvée en 2001 par Chirac et Jospin.

L'analyse de la situation montre les dégradations subies par tous les usagers et principalement par les travailleurs, en matière de tarifs, de sécurité et de garanties. A la Poste, avec 40 000 emplois liquidés, ces 5 dernières années, la transformation de ce service public en « société anonyme » est la transition vers sa privatisation intégrale. Le secteur éducatif voit ses missions rognées à cause des réformes, des suppressions

de postes, afin de subordonner l'école publique à la rentabilité financière et aux besoins étroits de main d'œuvre n'ayant qu'un « savoir-faire » doublé du « savoir-être ». Idem pour la santé, où la politique gouvernementale conduit à la fermeture d'établissements, au nom du « calcul marchand ». La loi dite de « mobilité professionnelle », sous couvert de mobilité contrainte pour les salariés et de « souplesse de gestion », est conçue pour licencier de fait les agents ou les réaffecter selon les besoins de l'Etat capitaliste. La casse progressive des services publics est un facteur indéniable d'aggravation de la paupérisation et des inégalités. A la rentabilité financière et aux profits de l'oligarchie financière, opposons par la lutte les besoins de la population jusqu'à la renationalisation véritable des services publics qui doivent être dirigés non par les commis du Capital, mais par les travailleurs ; perspective qui ne se réalisera pleinement qu'en brisant l'appareil de l'Etat capitaliste, pour construire une nouvelle société, la société socialiste !

**C'EST PAS LES TRAVAILLEURS, C'EST PAS LES IMMIGRÉS, C'EST SARKO/FILLON QU'IL FAUT VIRER !**

# COMBATTONS ENSEMBLE LE CAPITALISME ET SON RÉGIME RÉACTIONNAIRE

La crise mondiale du système capitaliste retombe entièrement sur les épaules des populations travailleuses : licenciements, creusement des inégalités, contre-réformes réduisant au minimum la part du salaire dans la production des richesses. En France, l'augmentation de la répression et la fascisation accrue de la société, les récentes louanges de Berlusconi envers le présidentialisme français, instrument mis en place pour garantir le contrôle direct par les monopoles du pouvoir, et le refus massif, exprimé par les électeurs au scrutin régional, de donner leur confiance aux politiciens, doivent interpellés les forces démocratiques. Face à un Etat puissant qui viole allègrement ses propres lois, et à la suite en avant d'une bourgeoisie qui veut

coûte que coûte préserver son taux de profit, il est urgent de changer ces institutions liberticides.

L'URCF appelle à l'union des syndicats, forces de progrès, associations, organisations populaires et groupes communistes à s'unir pour imposer l'abrogation de la V<sup>e</sup> République et l'élection d'une Assemblée constituante, ainsi que le droit de vote aux immigrés à toutes les élections, l'instauration du scrutin proportionnel intégral, l'établissement de la souveraineté populaire et la primauté des lois françaises contre les diktats de l'Union Européenne. Le rapatriement des troupes françaises d'Afghanistan est aussi une nécessité pour faire cesser l'oppression d'autres peuples par l'impérialisme français.

Il n'est pas possible de lutter en étant divisés. Les syndicalistes en lutte comme ceux de Continental ou de Dalkia, les travailleurs sans papiers ont besoin de la solidarité de l'ensemble des travailleurs et de toutes les victimes du capitalisme dont les revendications et les besoins sont communs. Seul un front anticapitaliste combattant résolument pour faire payer le capital et reconquérir les droits et acquis démantelés imposera des reculs à la bourgeoisie.

Mais le processus démocratique permettant l'instauration d'un pouvoir ouvrier et populaire, c'est-à-dire la démocratie véritable par et pour le peuple, ne sera possible qu'avec l'abolition de la dictature du capital par la révolution socialiste.

Pour nous écrire :  
Les Amis d'Oulianov  
B.P. 40084  
75862 Paris  
cedex 18

Consultez le site de l'URCF  
<http://www.URCF.net>



COMMISSION PARITAIRE N°1012  
P 11172 jusqu'au  
31.10.2012  
N° ISSN-12-59-9050  
EDITE PAR NOS SOINS

### BULLETIN D'ABONNEMENT

1 AN .....= 19 € (124.19 Fr)  
Chômeurs et étudiants 10 €  
Abonnement de soutien à partir de 30 €

Nom ..... Prénom : Adresse.....

Code postal ..... Ville.....

Chèque à l'ordre des "Amis d'Oulianov"  
B.P. 40084 75862 PARIS CEDEX 18

DIRECTEUR DE PUBLICATION :  
JEAN SANITAS  
DIRECTEUR POLITIQUE  
Jean Luc Sallé  
Rédacteur en chef  
Philippe Touchet

N° 98  
Supplément  
Spécial  
1er mai 2010